

# Perdons pas l'fil

Le journal du Planning Familial de l'Isère

30, boulevard Gambetta 38000 Grenoble ☎ 0476879461

1109

juillet

1998

Edito

## Le revirement familialiste du gouvernement Jospin !!!

A l'issue de la Conférence nationale de la famille qui s'est tenue le vendredi 12 juin, le Premier Ministre, accompagné de Madame Aubry et de Madame Guigou, a annoncé le rétablissement des allocations familiales pour tous à partir de 1999, en contrepartie d'une baisse du quotient familial, ainsi que la création d'une Délégation interministérielle à la famille. Par ailleurs, Mr Jospin s'est déclaré « pragmatique » à propos du CUS ou du PACS, alors que Mme Guigou, Gardes des Sceaux, se déclare opposée à l'idée d'une éducation autre qu'hétérosexuelle en réaffirmant la fonction structurante pour la société de la famille...

Ces prises de positions et ces actes illustrent, malheureusement, les remarques faites dans le rapport moral de notre Assemblée générale, réunie le 18 juin dernier, concernant la production d'une « pensée unique » par la gauche, par peur de l'extrême droite, et des technocrates gestionnaires qui veulent supprimer la nécessité du débat. En l'occurrence, cette Conférence nationale survient après le rapport de la sociologue Irène Thèry, chargée aujourd'hui, ni plus ni moins, de réformer le Code civil ! Nous assistons donc à une instrumentalisation inédite des sciences sociales au service d'une neutralisation du débat idéologique sur un terrain éminemment politique : la famille, l'enfant, les femmes... Ce qui fait dire à Mr Jospin que sa politique familiale n'est ni de droite, ni de gauche ! Alors que le terme même de « politique familiale » est d'inspiration familialiste et nous renvoie donc à une construction particulière de la notion de famille, comme un lieu idéalisé, faite de relations d'autorités et de valeurs susceptibles de socialiser l'enfant en dehors des conséquences de la crise sur les familles. La délinquance des mineurs est alors envisagée du point de vue du rétablissement de ces valeurs ainsi que de l'éventuelle suppression des allocations familiales pour les parents devenus victimes et coupables en même temps d'une crise sociale et économique.

Nous devons réaffirmer notre attachement à une vision féministe, de gauche, de la famille qui implique une vraie politique redistributive pour les membres de ce groupe social en difficulté dans le sens d'une plus grande liberté accordée aux individus vis-à-vis des stéréotypes sexuels et sociaux. Nous devons faire savoir qu'il existe d'autres analyses et lectures des changements intervenus dans la famille contemporaine qui ne soient pas forcément soumises aux exigences du politique tout en postulant a priori le caractère objectivement politique de celles-ci. L'honnêteté intellectuelle a un prix : celui de dire d'où l'on parle et à qui on le dit – pour reconnaître à l'autre un droit de réponse, sinon le coût deviendrait vite exorbitant, le F.N tient les comptes.

SOMMAIRE N°9 JUILLET 98

P2/3 : La vie et les enjeux d'un centre social de quartier  
Le centre de planification du quartier de l'Abbaye

P4 : Beijing – La Havane – Montreal – Grenoble...

Du pain et des roses...  
De notre envoyée spéciale au Québec Hélène Dreyfus

attention

➔ Du 11 juillet au 31 août, le PLANNING FAMILIAL prend ses horaires d'été : il sera ouvert tous les jours de 9h à 17h30 sauf le samedi.  
Le PLANNING FAMILIAL sera fermé du 10 au 16 août.  
BON ETE !!!!!

# Le centre de planification de l'Abbaye Jouhaux

La vie et les enjeux du centre de planification de ce quartier où nous avons rencontré Patrick Serris, Directeur du Centre Social, Agnès Fagot, médecin du Planning détaché au centre de planification et retrouvé Michèle Hiardot, conseillère du Planning à Teissère et Abbaye Jouhaux



Patrick Serris est directeur du Centre Social depuis Octobre 97. Issu de l'éducation spécialisée, il a d'abord été Conseiller technique à Jeunesse et Sport avant de prendre en charge son nouveau poste



Agnès Fagot, médecin Planning, assure une vacation médicale le mardi de 13h30 à 17h00 et participe aux autres activités du centre de planification avec Michèle Hiardot.

Michèle Hiardot, conseillère au Planning, tient une permanence le mardi de 14h à 17h30 et le vendredi de 9h à 12h.



Tout d'abord, un vaste quartier qui regroupe 12 000 habitants dont 12% d'entre eux sont d'origine étrangère ( gitane, maghrébine, turque, africaine, indienne). Cette population est plus importante sur les îlots fragilisés du quartier classés en contrat de ville que sur l'ensemble du quartier. On rencontre notamment une concentration gitane sur le site " Chatelet" avec des problèmes de co-habitation posés par les familles gitanes allemandes. D'une manière générale, les grandes familles sont localisés sur les sites « Jouhaux et Chatelet ». Aujourd'hui, le centre social en lien avec l'Union de quartier et l'équipe D.S.U animent des réunions avec les habitants du quartier et font des propositions de réhabilitation de leur environnement privé et public. Ainsi, les habitants aiment à dire qu'il fait bon vivre à l'Abbaye Jouhaux.

Comme dans les autres quartiers grenoblois, le centre de planification est intégré au centre Social et participe à son dynamisme . La consultation médicale connue depuis longtemps par les femmes du quartier fonctionne très bien. Ce sont surtout les femmes mariées qui la fréquentent et seul, un homme, a osé passer la porte sacrée, en 6 mois d'exercice du médecin, pour un test HIV.

*"Les jeunes filles viennent très peu, souligne Agnès, elles représentent à peine 10% des consultantes, quelques rares lycéennes, quelques jeunes filles au chômage ou au RMI, essentiellement pour des demandes de contraception. Elles n'ont pas de problèmes de MST, elles font très attention car elles sont musulmanes et ne doivent pas, au regard de la religion, avoir de relations sexuelles avant le mariage. En revanche, je vois beaucoup de femmes mariées avec enfants qui viennent pour un suivi de contraception où je découvre des MST... ce qui pourrait laisser supposer que la polygamie est toujours d'actualité ! Il m'arrive aussi de suivre des grossesses au centre de planification »*

Agnès, très pragmatique, tout en cherchant à donner du sens au dialogue qu'elle suscite avec les consultantes est très consciente des limites de son action. « *La consultation est aussi un lieu de paroles pour les femmes, elles parlent d'elles, de leurs enfants, de leur vie quotidienne. Les femmes maghrébines, par exemple, pensent souvent que le malheur fait partie de leur vie : le destin. Mais qu'elles puissent le dire ici leur permet parfois de dépasser cette question. Je vois aussi des femmes africaines excisées, qui ont une vie sexuelle difficile et qui n'ont pas envie que leurs filles subissent la même chose... Le dialogue est beaucoup plus difficile avec les gitanes... Parmi les femmes qui restent à la maison, certaines sont isolées et rêvent souvent de travailler. Et j'observe que celles qui travaillent sont plus épanouies que les autres ... ».*

Le Centre social, par la diversité des services qu'il offre soutient aussi les personnes en quête d'une formation ou d'un emploi. En ce qui concerne le parcours professionnel des femmes, précise Patrick Serris, c'est au centre social que se nouent les premiers contacts et l'accompagnement des femmes : « *Entre le premier moment où s'exprime la volonté de travailler et le moment où l'on trouve un travail, le parcours est long... Notre objectif est aussi de créer du lien entre les secteurs et les*



usagers. C'est à travers la PMI, par exemple, que les nouvelles mères arrivées sur le quartier découvrent le centre de planification... cette synergie entre les services donne la possibilité à une population parfois fragilisée de reprendre confiance en soi, mais il faut rester modeste, on se heurte parfois à des problèmes qu'il nous est impossible de résoudre. »

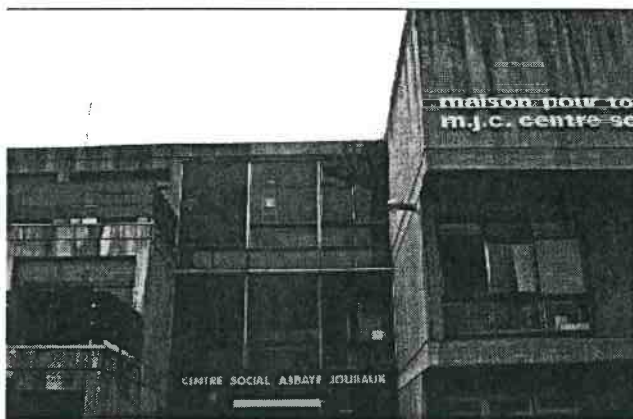
Malgré les difficultés rencontrées, le maillage très fort qui existe entre les institutions du quartier facilite le travail des actrices du centre de planification. Ainsi, Michèle précise qu'elle accueille dans des entretiens des femmes adressées par les partenaires sociaux pour des problèmes de couples mais aussi pour des questions d'éducation... « Ces femmes, souvent d'origine étrangère, sont dépassées par le comportement de leurs enfants, elles n'arrivent plus à comprendre ce qui se passe d'autant plus que ça commence très tôt, parfois dès l'âge de 8 ans ... » A l'heure où sur un plan national comme local des voix s'élèvent pour réclamer la suppression des allocations familiales pour les parents de mineurs fautifs, nous voulons réaffirmer ici, à la vue du travail réalisé sur le terrain, la nécessité d'une action publique concrète et redistributive qui prenne en compte les conséquences de la crise sociale et économique avant de parler de démission parentale comme seul facteur explicatif.

Sur ce quartier, des animations scolaires sont réalisées en partenariat avec l'Education nationale sur l'éducation à la vie et à la sexualité et ce travail se poursuit même au sein du centre social avec la MJC où Michèle rencontre des jeunes déscolarisés, de culture gitane. Il s'agit en lien avec les animateurs de favoriser la réflexion et la prise en charge par ces jeunes de leur avenir.

Dans ce même esprit, Michèle et Agnès participent aux différentes commissions du centre social et s'impliquent dans les projets élaborés en partenariat avec les structures du quartier. C'est aussi une manière de faire prendre

en compte la sexualité et la relation comme un élément fondamental et structurant de l'individu. Pourtant, si les acteurs de terrain sont de plus en plus convaincus de la présence du centre de planification, il n'en reste pas moins que les adolescents désertent ce lieu situé, nous l'avions évoqué, dans l'espace du centre social, identifié comme le lieu des parents. Parce que la sexualité engage à ces âges une recherche identitaire et une distance avec la famille et les proches adultes, Michèle et Agnès proposent de créer une antenne spécifique « jeunes » en dehors du centre social. Cette question est à examiner avec soin souligne Patrick Serris dans la mesure où l'éloignement ne doit pas provoquer une dispersion de l'activité générale du centre social, d'autant plus que la « question jeune » se joue aussi là.

Actuellement, le centre de planification a fidélisé son public femme, les consultantes font un choix de soins, d'entretiens relationnels qui n'ont rien à voir avec la médecine ou la psychothérapie de ville. Par ailleurs, certaines d'entre elles qui n'habitent pas le quartier font le choix de venir au centre de planification, nous dit Agnès, « C'est un choix idéologique qui s'inscrit dans l'histoire et les luttes du Planning Familial »



Dans ce contexte de grande mixité sociale, il s'agit pour Michèle et Agnès de faire en sorte que les femmes et les jeunes des communautés rencontrées puissent faire des choix qui leur conviennent, devenir autonomes sans pour autant dénier leur propre culture. C'est un enjeu difficile d'autant plus que la sexualité et la vie relationnelle sont plus ou moins perçus comme le parent pauvre de la santé. Les actrices du centre de planification, à travers le travail si ténu qu'elles engagent, sont porteuses d'un formidable projet d'éducation à la citoyenneté qui passe forcément par une meilleure compréhension de l'égalité entre les sexes du public concerné. A cet égard, la mission des centres de planification est à soutenir concrètement avec la mise en œuvre, par exemple, d'un pôle spécifique aux adolescents qui leur permettrait de s'engager dans une démarche participative.

# Beijin \* La Havane \* Montréal \* Grenoble

## Du pain et des roses...

C'est sur ce thème, ce slogan, issu des luttes historiques des femmes progressistes américaines et repris plus récemment par les mouvements des femmes québécois et canadiens, que marcheront des millions de femmes, le 17 octobre de l'an 2000, sur toute la planète.

Cette idée est née à la suite de la « marche des femmes contre la pauvreté » qui a eu lieu au Québec en 1995. Fortes des quelques avancées obtenues par cette mobilisation, les femmes de la Fédération des femmes du Québec ont proposé à la Conférence de Beijin (Pékin) cette forme de manifestation. Le projet alors accueilli avec succès, vient d'être reconfirmé lors de la rencontre mondiale de solidarité entre les femmes, qui s'est tenu à Cuba, du 13 au 16 avril dernier.



Ces québécoises initiatrices et coordinatrices de cette marche mondiale invitent tous les pays participants à une première rencontre les 17 et 18 octobre 1998 à Montréal. Si cette rencontre permettra de déterminer les bases d'action de cette marche, elle sera surtout un moment d'échanges sur les diverses analyses et alternatives mises de l'avant par l'ensemble du mouvement des femmes, en lien avec la double problématique de la pauvreté et de la violence faite aux femmes de par le monde.

Les quelques 200 déléguées attendues se pencheront sur une déclaration commune de revendications auxquelles toutes les femmes seront d'ailleurs appelées à voter le 8 mars de l'an 2000. Une fois la déclaration adoptée, les groupes de femmes de chaque pays pourront l'utiliser comme outil d'éducation populaire. Car il s'agit bien sur

de faire connaître et d'analyser les situations auxquelles sont confrontées les femmes du monde, pour s'attaquer à tous les problèmes, misères, injustices, discriminations et humiliations qui ne cessent d'augmenter de façon dramatique dans tous les pays.

A ce propos, c'est à un réel travail de conscientisation que se livrent justement les canadiennes, lorsqu'elles se rendent dans les rencontres internationales, comme Beijin ou Cuba. Toujours interpellées comme faisant partie du « pays où la qualité de vie est la meilleure! », elles surprennent à l'énoncé des statistiques qui illustrent parfaitement les conséquences de l'offensive antisociale des gouvernements fédéraux et provinciaux canadiens : ici ou ailleurs, au nom du remboursement de la « dette », ils coupent massivement dans tous les secteurs qui touchent les citoyens (la santé, l'éducation, les services sociaux...)

70% des pauvres au Canada sont des femmes et des enfants – ce pourcentage est de 90% au Québec – 40% de la population est analphabète. En 15 ans, le nombre de femmes forcées de se trouver deux emplois pour joindre les deux bouts a augmenté de 273% - les écarts de salaire persistent puisque celui des femmes équivaut à 73% de celui des hommes. D'une manière indirecte, il faut aussi prendre en compte toutes les retombées négatives pour les femmes de ces restrictions budgétaires (prise en charge des malades, des enfants etc.)

Voilà pourquoi la solidarité internationale des femmes se renforce à l'aube du 21ème siècle.

